

VOX Populi

Chef de pupitre: Jeanne Gauthier

L'avenir au peuple

Éditorial - Vous n'êtes PAS sa priorité

Après avoir écouté attentivement les objectifs du premier ministre mardi matin, le chef de l'opposition officielle s'est permis de riposter face à plusieurs énoncés de l'agenda du gouvernement. M. Pelletier a annoncé avec énormément d'assurance que son homologue social-démocrate faisait preuve d'incohérence, de manque de contenu et d'imprécision.

Tandis qu'il a longuement critiqué chaque point annoncé par le gouvernement qu'il considère comme déplorable, il a lui-même omis de proposer à son opposant des concrètes mesures et solutions. En rétorquant aux annonces de réduction du temps d'attente à l'urgence et d'aide psychologique offerte aux étudiants, le chef de l'Innovation Libérale affirme qu'il « attend toujours les résultats ». Cependant, ce dernier n'offre rien d'une approche convaincante, car rien n'a été recommandé en vue d'améliorer les mesures des sociaux-démocrates.

M. Pelletier peut accuser M. Moisan d'être contradictoire, mais il se doit de concé-

der que son parti porte le même chapeau que son adversaire. Le chef affirme que « nos enfants (...) ne devraient subir une réduction de l'offre de service » tout en affirmant à maintes reprises que les fonds publics doivent prioritairement servir à réduire la dette. Comme dirait la vice-première ministre, « une dette, ça empêche pas de vivre », d'autant plus que des secteurs comme la santé, l'éducation et l'environnement sont en crise, et méritent d'être considérés.

Une députée de l'IL révélait en Chambre qu'une majorité d'étudiants universitaires est issue de familles où un parent possède déjà un diplôme d'études supérieures. Elle avance à partir de ce fait que cesdits étudiants proviennent de familles plus aisées. Selon elle, dans un contexte de gratuité scolaire, les moins nantis se trouveraient à cotiser contre leur gré pour la formation de cette classe supérieure, sans qu'eux même y aient accès. C'est justement en supprimant les frais de scolarité que les plus démunis auront eux aussi accès aux bancs d'école. La députée semble ne pas voir les effets pervers du système qu'elle défend, lequel perpétue en effet l'exclu-



Crédit photo: Google Images

sion des plus défavorisés du système d'éducation supérieure. Sans compter que parmi les moins fortunés qui y parviennent, ce n'est pas sans peine, comme en témoignent les 67 % d'étudiant qui finissent leurs études universitaires avec en moyenne 16 570 \$ de dettes. Cette incohérence donne un aperçu d'un parti qui s'annonce instable, mais surtout avare et délaisseur. Il préfère laisser le peuple dans le chaos qu'impose la société moderne, plutôt que de le soutenir et de le guider vers la prospérité.

- Josiane Paradis, rédactrice en chef

Nos lois en combat



Par Jeanne Gauthier

En ce mercredi 15 janvier 2020, trois projets de loi ont été présentés. La troisième séance parlementaire, durant laquelle s'est tenue une période des affaires courantes, s'est déroulée dans le plus grand respect du décorum.

Le projet de loi numéro un, *Loi sur la reconnaissance des diplômes et des compétences professionnelles au Québec*, vise à réglementer et à encadrer les formations des nouveaux arrivants, leur permettant ainsi de s'intégrer plus facilement à la société québécoise. Ce projet de loi espère forger un Bureau de reconnaissance des compétences professionnelles. Ce bureau aura comme tâche de mettre sur pied des comités d'études qui auront comme mandat de juger de la qualité et de la légitimité des diplômes acquis à l'extérieur du Québec. Le deuxième volet du projet de loi oblige le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à rendre accessible des cours d'équivalence qui permettront aux nouveaux arrivants d'obtenir des postes à la hauteur de leurs compétences. Le projet de loi projette de déléguer l'application de ces mesures au ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

Le second projet de

loi, *Loi sur l'autosuffisance alimentaire du Québec*, cherche à donner aux Québécois et Québécoises l'autonomie dans le secteur agroalimentaire. Une taxe graduelle est prévue sur tous les produits alimentaires provenant de l'extérieur du Québec. La taxe devrait s'établir à 5 % la première année, puis augmenter de 1 % chaque année, jusqu'à un maximum 20 %. Les surplus de production prévoient être donnés à de nouvelle banque alimentaire qui distribuerait les denrées dans divers organismes communautaires. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sera responsable de la mise en marche de cette loi, rapportant les progrès de celle-ci.

Le troisième projet de loi, *Loi visant à enrichir la culture politique des Québécois*, a pour but d'améliorer les connaissances des jeunes Québécois et Québécoises en matière d'institutions et d'histoire politique de leur province. Les cours de politique seront implantés dans le curriculum des écoles secondaires dès la deuxième année. Le but ultime de la loi proposée par l'opposition officielle serait de permettre aux citoyens de voter en étant mieux informés des processus démocratiques et de la vie parlementaire. Ils anticipent par le fait même une

hausse du taux de participation aux élections provinciales et fédérales.

Il transparaît dans les deux premiers projets de loi que le gouvernement a le futur des citoyens d'ici et d'ailleurs à cœur. En investissant dans la reconnaissance des diplômes étrangers, l'APQ cherche à faciliter l'arrivée des immigrants. La *Loi visant l'autosuffisance alimentaire* cherche à assurer un futur à nos jeunes, en leur facilitant l'accès aux produits locaux. Le projet de loi de l'opposition officielle semble naviguer dans les mêmes eaux, cherchant aussi à assurer un meilleur avenir pour la jeunesse d'aujourd'hui. On pourrait s'attendre à une collaboration saine entre les deux partis.

Entre deux caucus - Gabrielle Gagnon, porte-parole en matière de Finances de l'opposition officielle

Par Eva Rizk

Mercredi matin, nous nous sommes assis avec la porte-parole pour discuter de ses réflexions sur l'atmosphère de son parti, ses opinions sur le premier ministre et la place des femmes en politique.

Sa position dans l'équipe de l'opposition officielle

Mme Gagnon considère que son équipe est très bonne et qu'il y a une belle ambiance de travail parmi l'IL : « On a un chef excellent qui laisse vraiment la place à tout le monde de s'exprimer. Peu importe le rôle qu'on porte, tout le monde est aussi écouté et se sent aussi important ».

Un poste sous-estimé

À propos de sa fonction de porte-parole en matière de Finances, elle dit « qu'on ne se rend pas compte à quel point les finances contrôlent notre vie et notre existence ». Surtout qu'avec des gouvernements qui nous déresponsabilisent un peu, on a tendance à oublier l'impact que le monétaire et le financier ont sur notre vie.

Elle n'a pas de craintes avec sa collaboration avec le gouvernement

Suite au discours du premier ministre, Mme Gagnon a constaté que c'est un gouvernement au sein duquel le premier ministre ne consultait pas beaucoup son ministre des Finances. Elle a cru voir beaucoup d'espaces dans son discours, car non seulement il a été très vague, mais il a aussi apporté des déficits énormes et des paroles un peu lancées en l'air, « comme quelqu'un qui ne sait pas de quoi exactement il parle, » exprime-t-elle.

Son rôle comme femme en politique

C'est sûr que c'est plaisant de représenter une catégorie qui est plus marginalisée dans la société, mais Mme Gagnon croit qu'au point où on est rendu dans la politique, « ce n'est plus pertinent de faire la distinction entre les femmes et les hommes ». Il faut juste réaliser que les femmes n'ont pas les mêmes opportunités que les hommes, mais une fois qu'elles sont rendues à une position respectée, je ne pense pas que leur fonction doit être considérée comme plus importante juste parce qu'elle est une femme. « On doit justement faire les mêmes preuves de connaissances que les hommes ».

Désormais, être représentante d'une femme dans un secteur majoritairement masculin la rend fière. Depuis qu'elle était jeune, elle trouvait Pauline Marois très inspirante. Il y a notamment aussi des femmes qui ne sont pas nécessairement politiciennes, mais qui sont très engagées dans certaines luttes sociales, comme Greta Thunberg, qui la motivent.

Gabrielle Gagnon, porte-parole des finances de l'opposition officielle



Crédit photo: Jeanne Gauthier

Je ne me souviens plus

Par Camille Guy-Paquin

La langue française est au cœur de l'identité des Québécoises et des Québécois. Le député de Bourque, M. Mathieu Bourque, a pris soin de relever ce point dans le discours qu'il a prononcé mercredi dernier durant la séance parlementaire du matin.

Il a défendu la place incontournable que devrait occuper « notre langue nationale » au sein des priorités du gouvernement. En effet, lors de son discours d'ouverture, M. Moisan a laissé sous silence une des clés de la culture du Québec : sa langue. En réponse, le député s'est montré choqué, d'autant plus que la langue française se trouve actuellement dans une zone de vulnérabilité à travers toute la province.

« Tout d'abord, cette vulnérabilité se démontre dans le déclin de la langue française au Québec, année après année, notamment dans la grande région métropolitaine de Montréal où une vraie défrancisation est à l'œuvre », expose M. Bourque dans son allocution.

Le député juge la situation « troublante » considérant que le Québec est l'unique province dont la seule langue officielle est le français. Il termine en mentionnant également la lutte constante des francophones ailleurs au pays et le besoin du gouvernement

de les soutenir dans leurs tentatives de reconnaissance.

Cette intervention a été accueillie chaleureusement du côté des deux partis d'opposition. En effet, M. Pelletier a souligné l'initiative de M. Bourque. Également, dans sa réponse au discours d'ouverture, le chef a déploré la disparition de la langue sur la liste des enjeux gouvernementaux. Il est même allé de ces commentaires lors de son allocution : « La préservation de la langue française ? Visiblement, ce n'est pas une priorité pour notre capitaine! *All aboard*, dirait-il. »

Du côté du Front progressiste-écologique, la réponse est la même : le gouvernement se doit de remédier à la situation. Pour le chef de la deuxième opposition, M. Barrette, cela passe entre autres par nos artistes, nos écrivains et nos poètes.

« Pour qu'une culture, donc une langue et tout ce qui vient avec, puissent s'épanouir, il faut qu'elle se fasse entendre, il faut qu'elle se fasse apprécier, il faut qu'elle sache démontrer au monde tous ses aspects, tous ses atouts, tout ce qu'elle peut apporter à un mode de vie et à une société », explique le chef de la deuxième opposition.

M. Barrette conclut toutefois en expliquant l'importance, oui de la culture québécoise, mais aussi des autres cul-

Mathieu Bourque,
député du FPE



tures présentes sur le territoire. Toutes les minorités doivent être entendues, autant les francophones hors Québec que les nouveaux arrivants.

Maintenant, il ne reste plus qu'à voir si le gouvernement sera prêt à revenir sur sa position et à ajouter la sauvegarde de la langue française sur sa liste des sujets incontournables. L'avenir s'annonce toutefois prometteur. Le premier ministre a reconnu, dans son intervention parlementaire plus tôt en journée, que cela manquait à son discours, mais que le projet de loi sur la reconnaissance des diplômes acquis hors Québec parlera de la place que le gouvernement prévoit donner au français.



«DANS LES BAS FONDS» ENQUÊTE EN PROFONDEUR SUR L'OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE

Par Florence Claveau-Roy

C'est le damné bas de nylon qui se brise après un seul usage.

Le concept d'obsolescence programmée englobe tous les objets irréparables émanant d'un stratagème planifié par les fabricants pour réduire la durée de vie de ces biens. Aujourd'hui, le secteur le plus touché par ce phénomène est celui des appareils électroménagers et électroniques (AEE). La quantité de déchets et la domination du portefeuille du consommateur générées par ces industries inquiètent les environnementalistes et juristes qui se penchent sur le dossier. L'équipe du Vox Populi tente d'en démystifier les différents aspects.

Lourde de conséquences

L'obsolescence programmée présente d'importants impacts environnementaux, sociaux et économiques. La hausse du volume de déchets produits à l'échelle mondiale, la dévalorisation

des métiers du domaine relevant de la réparation et la pollution des pays en voie de développement qui reçoivent les surplus de déchets des pays développés représentent des exemples concrets des graves impacts de cette pratique issue du système capitaliste de surconsommation.

« En 2016, 44,7 millions de tonnes de déchets AEE étaient générées dans le monde, et d'ici 2021, il est prévu que ce volume augmente de 17 % »

À qui la faute

Les fabricants qui conçoivent des produits à faible durée de vie. - Les stratégies marketing des entreprises et leurs nouveautés révolutionnaires quotidiennes - L'ignorance des consommateurs quant au cycle d'acquisition et d'abandon des biens. Plusieurs regroupements d'individus sont pointés du doigt lors-

que vient le temps de responsabiliser les initiateurs de cette dangereuse tangente de consommation. Une chose est claire, l'union des particuliers et des entreprises dans la lutte contre l'obsolescence programmée semble nécessaire pour arriver à la lumière au bout de ce tunnel rempli de déchets toxiques dans lequel se trouve la planète à l'heure actuelle.

Qui a le droit

Malgré le fait qu'une bonne partie de la population ignore leur existence, il existe plusieurs articles dans le Code Civil qui régissent les droits du consommateur.

Article 53	Protège les acheteurs contre les vices cachés <i>Cet article défend les consommateurs devant les entreprises qui omettent de mentionner les possibilités de dysfonctionnement de leurs produits.</i>
Article 38	Prévoit qu'un bien devrait avoir un usage normal, donc une durée de viabilité raisonnable en fonction de son prix. <i>C'est un juge qui détermine la durée de vie raisonnable d'un produit.</i>
Article 39	Suggère aux fabricants de posséder les outils nécessaires à la réparation de leurs produits dans la période couverte par la garantie conventionnelle qu'ils offrent <i>L'aspect non obligatoire de cet article est problématique. Un gouvernement pourrait le rendre obligatoire.</i>

(suite à
page la suivante)



Au problème sa solution

Régler le problème d'obsolescence programmée passe d'abord par une grande campagne de sensibilisation à l'obsolescence programmée qui vise l'ensemble de la population.

Les expertes Marie-Ève Arbour et Alizée Cauchon sont persuadées que l'inclusion de la thématique d'obsolescence dans les cours d'éducation à l'environnement proposé par le gouvernement serait un moyen de sensibilisation efficace pour informer la population

En rafale, l'indication de la durée de vie moyenne de l'appareil, la durée de sa garantie de

conformité et la « réparabilité » sur les AEE; la mise en valeur de la réparation des appareils, l'évitement des pratiques commerciales qui favorisent la surconsommation de AEE, l'instauration de meilleurs outils législatifs en matière d'obsolescence, la modification des lois sur la protection du consommateur incluant des mesures restrictives au pouvoir des entreprises imposer des taxes à la surconsommation d'AEE, imposer des sanctions aux entreprises comme Apple et Samsung qui ne respectent pas les lois sur les vices cachés comme l'Italie l'a fait dernièrement.

Pour aller plus loin

L'obsolescence programmée est un sujet vaste qui mérite d'être approfondi par tous ceux qui daignent y porter un certain intérêt. Le Vox Populi vous invite à visiter le site de l'organisation Équiterre et d'y lire ses nombreuses publications sur le sujet. Sur une autre plateforme, les balados du Journal de Montréal «En cinq minutes» propose une capsule intéressante sur le sujet... question de tomber, le crépuscule venu, dans les bras de Morphée.



Par Carla Désir

Le Front progressiste-écologique : un véritable caméléon politique



Il n'a fallu qu'une journée afin que le Front progressiste-écologique commence à faire des vagues dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Dans une conférence de presse conjointe, la ministre de l'Éducation ainsi que le porte-parole en matière d'Éducation du Front progressiste-écologique se sont unis dans l'intention de présenter le controversé cours d'éducation environnementale. Les deux homologues semblaient bien résolus à collaborer ensemble pour les prochaines années. Maxime Coutu, du FPE, a même laissé sous-entendre qu'il n'y avait que des différences d'approche entre le gouvernement et la deuxième opposition.

Moins de deux heures plus tard, une autre conférence de presse s'est tenue entre l'opposition officielle et le deuxième groupe d'opposition. Celle-ci a pris les journalistes au dépourvu. Les deux partis ont affirmé avoir des réserves face à l'énoncé budgétaire futur et ont tous les deux décidé de se soutenir pour imposer leurs demandes respectives.

Le FPE, qui prône une taxe sur le capital, l'imposition sur le marché des transactions en ligne et la revue des paliers d'imposition, décide de se joindre avec un «allié» qui veut tout le contraire.

Cette tactique du FPE se montre étrange, surtout en tenant compte de ses propos exprimés plus tôt. En s'alliant avec L'Innovation libérale, le Front semble vouloir se faire les adversaires conjoints du gouvernement. Le Front s'est montré beaucoup plus rusé que certains l'auraient pu croire.

Naviguer en eaux troubles

Chronique d'Anthony Trépanier

En politique comme en journalisme, il existe une technique astucieuse lorsque le contenu que l'on offre est à désirer ou que l'on cherche à le cacher. Ce truc, L'Innovation libérale l'a bien compris. Ce truc, c'est de verser dans le sensationnalisme, de miser sur la forme plutôt que sur le fond. Le contenant plutôt que le contenu. Depuis le discours d'ouverture du premier ministre, Louis Moisan, les déclarations-chocs empreintes d'absurdité de monsieur Pelletier et de différents membres de son parti se sont multipliées. Du pot de fleurs à l'intrusion crasse en passant par le micro-onde, les CON-tribuables et les nombreux sophismes, les remarques curieuses, voire inappropriées furent. Il doit cesser de faire de la politique à coup de petites phrases racoleuses. Être en désaccord avec toutes les propositions du gouvernement et prétendre vouloir la coopération relève de l'hypocrisie, tout simplement. Quoiqu'il en pense, le chef de l'opposition officielle doit comprendre d'une façon très claire qu'il doit respecter le signal que la population lui a donné. Il faut respecter sa volonté. Il faut nuancer ces propos et chercher la conciliation pour ne

pas devenir l'incarnation de « Monsieur Non » que l'on peut voir sur cet article. Cela s'impose considérant le fait que 77 députés ont été élu avec des orientations clairement à gauche parmi l'APQ et le FPÉ. Le seul parti de droite, le parti de l'opposition officielle, en a 38 seulement. De tels résultats électoraux témoignent d'une réelles préoccupations pour les enjeux contemporains que sont, notamment, l'environnement et la solidarité. La voix de LIL vaut la peine d'être entendue, conformément à la démocratie, je ne dis pas le contraire, mais cela ne devrait pas paralyser le débat pour autant. Heureusement qu'il y a un mandat d'initiative transpartisane pour donner l'impression qu'une coopération est possible.

Hier encore, dans son discours, monsieur Pelletier réitérait son point de vue quant à l'éventualité de nouveaux paliers d'imposition: «Le premier ministre a-t-il une haine viscérale pour nos riches? Encore et toujours la taxation des plus hautes classes, quand cela cessera-t-il, Monsieur le Président?». Il ne veut également pas taxer les entreprises, car elles créent de la richesse et des emplois (nous sommes en

NON
Monsieur



pénurie de main-d'œuvre, je ne crois pas que plus de postes à combler apporterait une solution à cela). Certes, il a droit à son opinion. Je la trouve très loin de la réalité, mais il y a droit. Par contre, si ce n'est pas auprès des entreprises, des plus nantis et des grands de ce monde qu'il compte financer les caisses de l'État, ce sera auprès de qui? Qui reste-t-il? La classe moyenne et les plus défavorisés du système. Cela m'étonnerait que le chef veuille réellement cela. Aurait-il compris une chose que je ne peux concevoir? C'est peut-être le cas. Pour savoir, voyons la réponse du premier ministre: « Les taxes et les impôts on *target* souvent les contribuables, mais moi, c'est pas eux que je veux qu'on *target* ».

(suite à la page suivante)

«Il faut nuancer ces propos et chercher la conciliation pour ne pas devenir l'incarnation de [Monsieur Non].»



C'est complètement sidérant! Les taxes ne sont pas une punition, c'est un devoir moral pour aider les plus démunis et les plus délaissés de la société. Ce que le parti veut, c'est un retour à l'austérité. À bas les grands projets de société! Faisons le minimum. À croire que le mythe que les Québécois sont nés pour un petit pain sans projet pour les inspirer n'est pas si loin. Où est l'ambition là-dedans? Le chef de L'Innovation libérale ne met clairement pas « le pays avant le parti ». La démocratie devrait venir avant le parti pris de chacun. La partisanerie incendiaire en politique ne permet pas à l'avancée de grands projets de loi. La politique est supposée être l'art de régner. Ce n'est pas un concours de celui qui fera les meilleurs «roasts» en chambre parlementaire ou en conférence de presse. Après si nous voulons être divertis comme au théâtre ou à un spectacle d'improvisation, oui le chef est excellent. Je dirais même qu'il est un bon, non, un très bon communicateur, voire trop. Trop, car son discours est essentiellement démagogique. La politique est, selon moi, l'outil permettant d'amener de grands enjeux de société. Or, je n'en vois pas avec un parti qui est contre toute proposition du

gouvernement. La démocratie n'est pas toujours un jeu dans lequel nous devons écraser son adversaire. Elle est plutôt une recherche à un compromis sains entre deux partis afin de faire avancer le Québec d'aujourd'hui et de demain.

Si le chef déteste autant les institutions étatiques et porte tant en idole la privatisation et les grosses corporations, pourquoi

«Ce n'est pas un concours de celui qui fera les meilleurs roasts.»

s'être engagé en politique alors? Pourquoi ne pas avoir suivi les fondements individualistes qu'il semble si préconisé et s'être engagé dans une multinationale

mondialiste profitant pécutiairement de la misère humaine du tiers monde...

Ce que l'on doit comprendre du point de vue de L'Innovation Libérale, c'est quoi?

Que si les entreprises québécoises ne peuvent pas suivre le rythme et les bas coûts des entreprises américaines. Que si le consommateur moyen consomme toujours au plus offrant sans adopter une conscience sociale.

C'est tant pis pour eux?

Tout cela sous le principe de la main invisible, du laisser-aller et de la «saine» compétition?

Je ne crois pas

-Anthony Trépanier





Memologie du Jeudi



**Intrusion
crasse**



Tofu

Crédit photo: Google Images

Rumeurs*

Attention, attention!

Dû au récents évènements, tous les membres du Forum étudiant seront maintenant obligés de porter des bretelles. Les ceintures étant devenu une trop importante source de ralentissement à l'entrée du parlement, elles seront maintenant interdites.

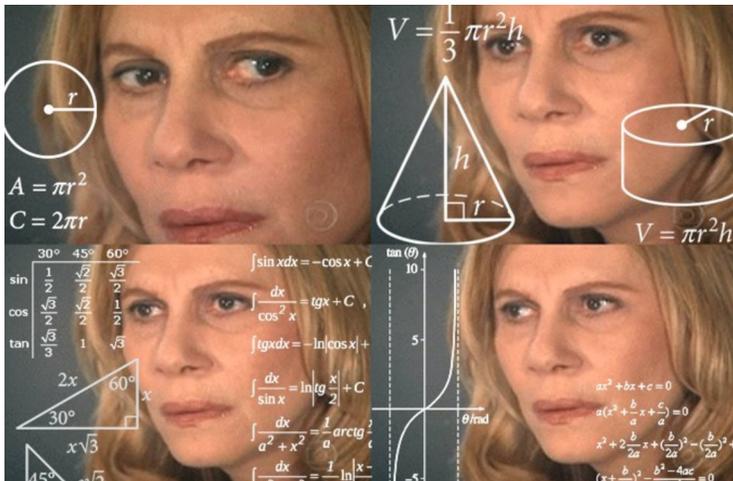
Toute personne qui refusera de se plier à ce décret se verra immédiatement privée de dessert et n'aura plus accès la cafetière parlementaire.

Vous aurez été prévenu!

Quelqu'un: combien je te dois?

Opposition officielle: 163 échalotes.

Quelqu'un:



Crédit photo: Google Images.

* NE PAS LIRE SI VOUS N'AVEZ PAS DE SENS DE L'HUMOUR*